Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire de l'association emp'ACT
21 mai 2026 à 18 h 30

Maison Internationale des Associations- Salle Chico Mendes
(15 rue des Savoises - 1205 Genève)

Personnes présentes : Dalia Pacheco (Présidente), Anne-Lise Bapst, Michel Berger (*), Laila Castaldo, Monica Cavadini, Carol Dolorier de Haller FGC), Laurence Gaubert-Henry (*), Camille Gilson, Henri Mégroz, Ingrid Rojas, Delphine Stalder (*), Estelle Rosa, (*), Carlo Sommaruga (*), Philippe Thalmeyr et Claudia Wyrsch *(par procuration)

Secrétariat : Raphaël Gaxotte, Sandra Ernesto et Alejandro Mackinnon,

Personnes excusées : Marie Anderfuhren, Umberto Bandiera, Béatrice Brauchli, Corinne Brasey-Schweiser, Matteo Cavadini, Sibylla Cosandey-Uffer, Robert Dupertuis, Rosalie Jollien (Syni), Marie-José Lacasa, Sandrine Mendez, María Opazo, Nicole Sallin, Marie-Françoise Sprüngli, Virginia Villegas-Pasche et Françoise Weber.

ORDRE DU JOUR :
1ère partie

1 Accueil
2 Adoption du PV de l'Assemblée générale ordinaire du 30 juin 2025.
3 Informations du Comité et du Secrétariat
4 Financement de la coopération internationale. Contexte et conséquences.
5 Adoption du rapport d'activité 2025
6 Adoption des états financiers 2025 et des rapports des vérificatrices aux comptes
7 Budget 2026
8 Gouvernance et transition organisationnelle. Annonce d'une AG extraordinaire.
9 Elections statutaires :
- Élection des membres du Comité
- Election d'un.e vérificateur.trice aux comptes

10 Cotisations 2027

2éme partie

Retour de la mission au Togo (février 2026)

Synthèse des décisions :

- *L'ordre du jour est approuvé.*
- *Le PV de l'Assemblée générale ordinaire du 30 juin 2025 est adopté à la majorité des membres présent.e.s.*
- *Le rapport d'activité 2025 est adopté à l'unanimité.*
- *Suite à la lecture des rapports des vérificateurs internes et de l'organe de révision externe, les états financiers 2025 sont approuvés à l'unanimité.*
- *Election des membres du Comité : Laila Castaldo, Laurence Gaubert-Henry, Camille Gilson, Estelle Rosa, Delphine Stalder et Claudia Wyrsch sont élu.e.s à l'unanimité pour un mandat d'une année.*
- *Dalia Pacheco avait été élue à la Présidence en 2024, pour trois ans. Umberto Bandiera ne renouvelle pas son mandat et est vivement remercié pour ses deux ans d'engagement au sein du comité.*
- *Ingrid Rojas est élue vérificatrice des comptes pour la période 2027-2028.*
- *La cotisation 2027 est maintenue à CHF 50.- et à CH 25.- pour les jeunes (-25 ans), AVS et chercheurs d'emploi.*

1. Accueil

Dalia Pacheco, Présidente, souhaite la bienvenue aux personnes présentes et énumère les personnes excusées ainsi que les personnes représentées par procuration. Elle présente l'ordre du jour. Aucun point n'est ajouté dans les « Divers ».

- L'ordre du jour est approuvé.

2. Adoption du PV de l'Assemblée générale ordinaire du 30 juin 2025.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 30 juin 2025, préalablement mis à disposition sur le site web, est distribué en version papier aux membres présents.

- *Le PV de l'Assemblée générale ordinaire du 30 juin 2025 est adopté à la majorité (moins deux abstentions) des membres présents.*

3. Informations du Comité et du Secrétariat

Le Comité s'est réuni une fois par mois, en moyenne, pour traiter les questions institutionnelles. En parallèle, le groupe de travail sur la gouvernance, constitué par des membres du Comité et du Secrétariat s'est réuni une dizaine de fois pour organiser la nouvelle structure organisationnelle ainsi que pour coordonner la passation des responsabilités liées au prochain départ du Secrétaire Général. Pour renforcer le Comité, un appel à candidat.es a été fait avec succès. Nous avons le plaisir aujourd'hui de vous présenter deux candidatures au Comité.

La présence de emp'ACT à Genève a été très riche. Nous avons renforcé notre partenariat avec le Festival Black Movie, dans le cadre duquel nous avons organisé trois tables rondes. Nous avons développé un nouveau partenariat avec le Festival Filmar en América latina , pour l'organisation d'un apéro des ONG et d'une table ronde sur la coopération en Amérique latine. Nous avons tenu notre traditionnel stand à la Fête de la Musique et nous avons participé à la course solidaire Race for Gift pour récolter de fonds.

Le Secrétaire Général explique que chacune de ces actions a des répercussions au niveau du travail quotidien de l'équipe et vient s'additionner aux taches habituelles du Secrétariat. Il souligne l'implication des jeunes professionnels dans les missions liées aux programmes PPE+, Syni Lausanne ou encore dans le cadre des stages académiques en partenariat avec l'Université de Genève, notamment avec le Master en Etudes Africaines, du Global Institute. Ces stages apportent un regard nouveau et enrichissent considérablement le travail de l'association.

Le travail principal du Secrétariat reste l'étude, la planification et le suivi d'une dizaine de projets de développement qu'emp'ACT soutient au Togo, au Pérou et en Colombie. Cette année a été particulièrement chargée car plusieurs financements ont dû être renouvelés, ce qui implique une charge administrative importante. Il convient de noter que la recherche de cofinancements reste laborieuse, notamment dans le contexte actuel. Voici la situation des projets soutenus :

- Gestion environnementale et droit à l'eau : Suite à 15 ans de mobilisation et de renforcement associatif, le Gouvernement de Colombie a approuvé un décret qui reconnait la gestion communautaire de l'eau. Cette réussite reste cependant fragile car il n'y a aucune garantie de continuité des autorités actuelles.
- Droits et empowerment des femmes : L'instabilité institutionnelle au Pérou, ou ont lieu la plupart de nos projets en lien avec les droits des femmes, renforce la tendance des autorités à nier les inégalités de genre. L'accès aux droits s'est fortement dégradé par la coupe systématique du budget pour les actions sociales, notamment de tout ce qui concerne la justice de genre ou l'égalité des droits. Il existe une discrimination institutionnalisée des populations andines et une violence urbaine généralisée. Dans ce

contexte, les associations de femmes résistent, s'organisent et arrivent encore à faire des propositions pour revendiquer leur droit à la Ville.

- Souveraineté alimentaire et énergétique : Les activités agricoles au Togo, sont fortement chamboulées par les changements climatiques. Les populations rurales sont confrontées aux pénuries d'eau, au déboisement et à une pluviométrie capricieuse. Les projets, jusqu'ici axés sur la souveraineté alimentaire glissent progressivement vers l'accès à l'eau et la gestion raisonnée des ressources naturelles.

4. Financement de la coopération internationale. Contexte et conséquences.

La dynamique d'emp'ACT est forcément conditionnée par le contexte critique de la coopération internationale. En effet, le contexte international actuel est marqué par une multiplication des crises humanitaires et climatiques, dans un environnement de fortes tensions géopolitiques et économiques. Les pays de l'OCDE augmentent leurs dépenses militaires, tandis que les pressions budgétaires, l'inflation généralisée et l'augmentation des dettes publiques poussent les gouvernements à redéfinir leurs priorités. Dans ce contexte, la sécurité et la défense prennent une place centrale, souvent au détriment des politiques de solidarité internationale. Parallèlement, la montée des discours nationalistes et les questionnements politiques sur l'efficacité de l'aide au développement contribuent à fragiliser le financement de la coopération internationale.

En Suisse, cette évolution se traduit par une réduction des budgets alloués à la coopération internationale pour la période 2025–2028, avec une réorientation partielle des ressources vers l'Ukraine et les enjeux de sécurité. On observe un glissement progressif d'une logique de solidarité vers une approche davantage géostratégique, accompagné d'un discours politique qui tend à transférer la responsabilité du financement du développement de l'État vers l'investissement privé.

Cette situation entraîne une concurrence accrue entre les organisations de coopération, ainsi qu'une difficulté croissante à maintenir des programmes de long terme dans un contexte de priorités politiques changeantes. La DDC se désengage progressivement de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), avec une réduction drastique des financements destinés à cette région. À l'échelle locale, l'État de Genève et la Ville de Genève maintiennent pour l'instant leurs engagements en faveur de la coopération internationale en Amérique latine. En revanche, une commune genevoise, historiquement un important financeur de projets en ALC, s'est alignée sur la stratégie fédérale.

Au sein de la FGC, plusieurs changements importants affectent directement les organisations membres. Les mécanismes de distribution des fonds sont en cours de révision et les quotas alloués par organisation membre ont été réduits, passant de CHF 950'000 à CHF 900'000, soit une baisse de CHF 50'000 pour emp'ACT. En parallèle, le taux de cofinancement exigé augmente fortement : pour emp'ACT, il passe en moyenne de 12 % à 30 %. Les exigences en matière de transparence, d'efficacité et de résultats se renforcent également.

La pression sur les fonds disponibles s'accentue avec l'expansion de certaines organisations membres. La FGC applique une stratégie de priorisation par rangs, ce qui signifie que certains projets annoncés ne peuvent finalement pas être financés.

Les projets en Amérique latine sont particulièrement touchés par ces réorientations budgétaires. Dans ce contexte de forte réduction des fonds publics, le secrétariat renforce les recherches de cofinancements et cherche à fidéliser certaines Fondations. Tout cela implique beaucoup plus de travail et une augmentation des frais administratives et de recherche de fonds.

5. Adoption du rapport d'activités 2025

Le rapport annuel 2025 résume les moments clés de l'année, notamment la vie associative, la présence dans la Cité et surtout les dynamiques autour des actions sur le terrain. Il met également en lumière l'engagement des membres et partenaires.

La Présidente tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué ou participé aux diverses manifestations ! C'est bien grâce à leur engagement que nous sommes toujours là, que nous avons évolué et que nous avons développé une approche qui allie professionnalisme, humanisme et solidarité. Elle exprime sa gratitude envers le Comité et le Secrétariat pour leur soutien *et la collaboration agréable et efficace.* La Présidente remercie chaleureusement la FGC pour son soutien et la qualité des échanges menés. Elle remercie également l'ensemble des partenaires qui nous ont permis d'assurer notre mission.

- *Le rapport d'activités 2025 est adopté à l'unanimité.*

6. Adoption des états financiers 2025 et des rapports des vérificateurs

Le Secrétaire Général présente les états financiers validés par un audit externe et un contrôle interne.

Les tableaux financiers montrent qu'en 2025 l'association a maintenu un **volume d'activité régulier**, avec plus d'un million de francs de dépenses totales, dont la grande majorité est directement consacrée aux projets. Les dépenses liées aux projets représentent environ **CHF 851'000**, tandis que les frais de fonctionnement (salaires, locaux, administration, communication, etc.) s'élèvent à environ **CHF 183'000**, ce qui traduit une structure orientée principalement vers la mise en œuvre des actions plutôt que vers les coûts internes.

Sur le plan du résultat financier, l'exercice se clôture avec un **bénéfice de CHF 7'105** après prise en compte des mouvements de fonds affectés et des ajustements financiers. Le résultat est donc positif mais reste modeste au regard du budget global, ce qui montre un équilibre financier relativement serré entre les ressources disponibles et les dépenses engagées.

Enfin, la comparaison des années précédentes met en évidence une **pression croissante sur les financements**, notamment sur les fonds dédiés aux projets. Après des niveaux élevés entre 2021 et 2023, les montants réalisés et prévus apparaissent plus prudents. Les revenus propres (cotisations, dons, formations, subventions et gestion des projets) restent relativement stables, mais l'organisation demeure

fortement dépendante des financements externes pour maintenir son niveau d'activité. Quant aux charges, ce sont les salaires qui impactent le budget. Pour le reste des charges, on reste dans nos valeurs habituelles.

Le compte de bilan présente un résultat de CHF 232'204, dû surtout à l'augmentation des fonds disponibles pour les projets en fin d'année. Cela s'explique par la réception très tardive de fonds affectés aux projets, souvent vers la fin décembre. Ces fonds ont été transférés aux projets concernés dès le début 2026.

Pour ce qui est du financement des projets, un peu moins du ¾ des financements proviennent des fonds publics, via la FGC. Le quart restant correspond à des financements privés, des cofinancements internationaux ou du terrain. Cela montre une forte évolution dans la diversification des fonds pour les projets. Quant à la répartition géographique, un peu plus de la moitié des fonds sont affectés aux projets en Amérique latine. Cette année nous avons continué de développer des projets de sensibilisation et d'information en Suisse.

Rapports des vérificateurs : Estelle Rosa, trésorière, lit les conclusions du rapport de la fiduciaire Warin & Chatton, chargée de la vérification. Aucune anomalie n'a été trouvée lors du contrôle et les comptes sont conformes aux lois et aux statuts. Le rapport atteste de la conformité aux exigences RPC21, tel qu'exigé par les bailleurs de fonds.

Ingrid Rojas lit le rapport des vérificateur.trice.s internes, qui atteste de la bonne tenue des comptes et qui confirme les chiffres avancés dans les états financiers. Les vérificateur.trice.s saluent le travail fait par les instances. Elles proposent que les bénéfices cumulés de 2024 et 2025 soient affectés à la constitution d'une réserve institutionnelle. Ils invitent l'Assemblée à approuver les comptes et donner ainsi décharge au Secrétariat et au Comité.

La Présidente remercie les évaluateur.trice.s. Elle remercie tout particulièrement le Secrétaire Général qui a fait le nécessaire pour présenter les comptes aux auditeurs externes et internes.

- *Suite à la lecture des rapports des vérificateurs internes et de l'organe de révision externe, les états financiers 2025 sont approuvés à l'unanimité.*

7. Budget prévisionnel 2026 :

Le Secrétaire général présente le budget 2026, proposé par le Comité en début d'année. En termes de recettes, le budget prévoit déjà des réductions des fonds publics annoncées en 2025. En 2026 nous avons récemment reçu deux importants dons exceptionnels, pour CHF 120'000, sous forme de fonds libres, qui nous permet de consolider la trésorerie. Le Comité évaluera un remaniement du budget en fonction de ces nouvelles données, afin de mieux assurer la transition institutionnelle.

8. Gouvernance et transition organisationnelle :

Pacheco et Clauda Wyrsch présentent l'état des réflexions sur la mise en place d'une nouvelle gouvernance. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- renforcer la cohérence entre les valeurs et les pratiques ;
- favoriser une gouvernance plus collaborative ;
- préparer le départ à la retraite du Secrétaire général ;
- mieux partager les responsabilités.

Le cheminement vers une gouvernance partagée s'est construit progressivement à travers plusieurs étapes importantes. Une première avancée majeure a été réalisée

avec la modification des statuts et l'instauration d'une co-présidence, marquant la volonté de renforcer la responsabilité collective au sein de l'association.
Aujourd'hui, ce processus se poursuit avec une révision des statuts ainsi que des cahiers des charges des différentes instances, afin d'adapter l'organisation aux principes de la gouvernance partagée.

Cette évolution se traduit également dans le fonctionnement du Secrétariat, désormais porté par deux coordinateur·trices co-responsables. Cette organisation favorise une meilleure répartition des responsabilités, une prise de décision plus collective et une dynamique de travail davantage collaborative.

Ces différents éléments seront traités lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire, prévue avant la fin 2026.

8. Élections statutaires
8.1 Élection des membres du Comité :

Laurence Gaubert-Henry, Estelle Rosa, Delphine Stalder et Claudia Wyrsch renouvellent leur mandat. Laila Castaldo et Camille Gilson présentent leur candidature. Elles se présentent rapidement à l'assemblée.

Dalia Pacheco avait été élue à la Présidence en 2024, pour trois ans. Umberto Bandiera ne renouvelle pas son mandat. Il est vivement remercié pour ses deux ans d'engagement au sein du comité.

- *Election des membres du Comité : Laila Castaldo, Laurence Gaubert-Henry, Camille Gilson, Estelle Rosa, Delphine Stalder et Claudia Wyrsch sont élu.e.s à l'unanimité pour un mandat d'une année.*

8.2 **Election d'un vérificateur aux comptes :** Virginia Villegas-Pasche a été élue en 2025 pour deux ans. Ingrid Rojas, élue en 2024, arrive à la fin de son premier mandat et renouvelle sa candidature pour un nouvel et ultime mandat.

- *Ingrid Rojas est élue vérificatrice des comptes pour la période 2027-2028*

9. Cotisations 2027 :

Il est proposé de maintenir les cotisations actuelles, soit CHF 50.- pour les membres individuelles et CHF 25.- pour les jeunes (-25 ans), AVS et personnes à la recherche d'emploi.

- *La cotisation 2026 est fixée à CHF 50.- pour les membres individuels et à CHF 25.- pour les jeunes (-25 ans), AVS et personnes à la recherche d'emploi.*

Deuxième Partie :

- Retour de la mission au Togo (février 2026)

  Estelle Rosa et Sandra Ernesto font un retour de la mission au Togo.

La soirée se termine par une verrée de l'amitié.

Fait à Genève, le 10 juin 2026.

Dalia Pacheco
Présidente

Addendum au PV de l'Assemblée Générale du 21 mai 2026

Tel que prévu dans les statuts, lors de la séance du 16 juin 2026, à 18h30, le Comité exécutif d'emp'ACT s'organise de la manière suivante :

Présidente : Dalia Pacheco
Vice-présidente : Claudia Wyrsch
Trésorière : Estelle Rosa

Signature pour les banques : Tout ordre de paiement doit être signé individuellement par la Présidente (ou dans son absence la Vice-présidente), la trésorière ou le Secrétaire Général.

Pour le Comité, les personnes autorisées à signer pour emp'ACT sont :

Présidente : Dalia Pacheco
Vice-présidente : Claudia Wyrsch
Trésorière : Estelle Rosa

Pour le Secrétariat, les personnes autorisées à signer sont :

Secrétaire Général : Alejandro Mackinnon
Chargée de programme : Sandra Ernesto.



Dalia Pacheco
Présidente



Alejandro Mackinnon
Secrétaire Général